

9 septembre 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'Europe face au terrorisme, à Athènes le 9 septembre 2016.

LE PRÉSIDENT : Aujourd'hui nous sommes réunis à Athènes, avec les pays de l'Union européenne qui appartiennent à l'espace méditerranéen. Non pas pour faire une fraction mais au contraire pour en appeler à l'unité de l'Europe.

L'Europe, c'est ce qui fait son sens, comporte des pays qui sont à l'est, au nord et au sud. Ils doivent tous être conscients des enjeux. L'enjeu c'est la protection de nos frontières. Aujourd'hui ce sont les pays du Sud qui en assurent la garantie et qui doivent être donc aidés, renforcés pour justement permettre qu'il puisse y avoir le droit d'asile, mais qu'il puisse y avoir aussi un contrôle efficace de l'immigration, et l'application des accords qui ont été passés notamment avec la Turquie.

Nous sommes réunis aussi parce que les pays d'Europe du Sud sont des pays qui connaissent des situations économiques qui méritent que l'on mette la croissance au coeur des priorités. Je pense à l'Espagne, à l'Italie, à la Grèce mais aussi à la France où nous avons toujours fait prévaloir la priorité de la croissance même si nous respectons un certain nombre de disciplines qui valent pour l'ensemble de l'Europe.

Enfin il y a une troisième dimension. Les pays de l'Europe du Sud sont des pays méditerranéens qui ont conscience que nous devons régler les questions d'immigration en aidant considérablement les pays africains. Je ferai entendre notamment cette voix ici, parce qu'il y a des fonds qui ont été mobilisés, il y a des engagements qui ont été pris, y compris lors de la COP21, et nous devons soutenir le développement de l'Afrique et éviter que les pays qui sont les plus pauvres puissent soutenir des courants migratoires qui seraient au détriment de l'intérêt commun.

Enfin, il y a la question de la lutte contre le terrorisme. Nous savons que non loin d'ici, au Moyen-Orient ou en Afrique, il y a des groupes qui se sont installés - je pense à la Libye, je pense à la Syrie, je pense à l'Irak, mais je pense aussi à l'Afrique de l'Ouest. Ces groupes terroristes qui se sont installés exigent qu'on les combatte et que l'on puisse ensemble nous coordonner pour lutter contre les réseaux qui peuvent à un moment frapper nos pays, et je pense notamment à ce qui s'est produit en France.

Voilà le sens de cette réunion : protéger nos frontières, favoriser la croissance, lutter contre l'immigration mais en même temps faire des politiques de développement, et agir ensemble contre le terrorisme.

Journaliste : Monsieur le Président beaucoup de bonbonnes de gaz ont été retrouvées en France ces dernières heures, quelle est votre réaction là-dessus ?

LE PRÉSIDENT : Nous avons des informations qui nous ont mis en alerte et conduit à des arrestations, celles qui ont eu lieu hier. Un attentat a été déjoué. Le ministre de l'Intérieur a donné un certain nombre de faits qui étaient incontestables. La justice est saisie, le Procureur de la République fera des déclarations cet après-midi. En tant que Président de la République je veux saluer, féliciter les services de renseignement.

Bien sûr qu'il y a des attentats qui ont eu lieu dans notre pays et qui ont frappé durement, mais il y a aussi toute une action silencieuse, efficace, par tous les services de renseignements, par nos policiers, par nos gendarmes, par nos militaires qui font aussi preuve d'une très grande vigilance

policiers, par nos gendarmes, par nos militaires qui font aussi preuve d'une très grande vigilance. Je veux dire aux Français que nous pouvons agir dans le cadre du droit actuel, compte tenu des moyens que nous avons mobilisés, compte tenu des lois que nous avons pu faire voter, et qui donne à nos services la possibilité justement d'empêcher un certain nombre d'actes. La vigilance doit être renforcée autant qu'il est nécessaire, cela fait partie bien sûr de l'engagement de l'Etat, mais de l'engagement de toute la société, parce qu'il faut avoir cette mobilisation, cette conscience et cette vigilance.

Aujourd'hui - sans que nous puissions baisser la garde à aucun moment - il y a là un groupe qui a été annihilé. Mais il y en a d'autres et nous devons à chaque fois pouvoir agir avant qu'il ne soit trop tard. Et c'est ce que nous faisons.

Journaliste : Ce groupe a été annihilé quelques minutes à peine avant d'agir visiblement ou quelques heures à peine ?

LE PRESIDENT : Là encore toutes les précisions seront données par la justice dans le cadre de l'enquête, mais les informations dont nous pouvions disposer grâce à nos services de renseignement nous ont permis d'agir avant qu'il ne soit trop tard. C'est là qu'il y a cette efficacité que je veux reconnaître à la fois pour le renseignement et pour l'action. Je veux saluer aussi le courage des policiers qui sont intervenus et aussi de tous ceux qui, dans cette ville, savaient qu'il pouvait y avoir un risque et qui ont pris toute leur responsabilité.

Journaliste : Est-ce que ça vous inquiète que ce soit des femmes aujourd'hui qui soient arrêtées justement pour radicalisation et qui allaient commettre des attentats ?

LE PRESIDENT : La radicalisation frappe essentiellement des jeunes, c'est pourquoi nous devons mettre en place autant de moyens que nécessaire pour lutter contre cette radicalisation par Internet ou par un certain nombre de réseaux qui détournent de jeunes hommes ou de jeunes femmes et qui les enrôlent et qui peuvent les amener à commettre des actes effroyables. Donc, une partie de notre jeunesse est directement ciblée. C'est une infime minorité, mais il y en a suffisamment aujourd'hui par Internet.

Nous allons lutter contre cette radicalisation, et faire en sorte que les opérateurs soient mis devant leurs responsabilités, parce que c'est vrai que ce sont de très jeunes personnes qui sont en cause, mais qui sont entraînées par d'autres, qui peuvent être plus âgées, ou qui sont à l'extérieur.

C'est pourquoi je ne dissocie pas l'action que nous menons à l'extérieur, en Syrie notamment, en Irak, de ce qui se produit à l'intérieur. Il y a une cohérence dans la lutte que nous menons contre le terrorisme. En même temps nous devons agir au plan européen, et si je suis ici, à Athènes, c'est bien aussi pour qu'il y ait cette action coordonnée, aussi bien pour protéger nos frontières que pour partager nos renseignements et nos informations.

Je serai à Bratislava dans quelques jours et il y aura la réunion des 27. Et je dirai très clairement que nous devons faire en sorte que l'Europe puisse donner davantage encore de garanties, mène une politique de protection de ses frontières, de lutte contre le terrorisme, de coordination des services de renseignements et d'Europe de la Défense qui puisse s'organiser pour lutter contre le terrorisme et pour assurer la sécurité des Européens.

L'impulsion, que je veux donner - et j'ai suffisamment eu de réunions avec la chancelière Angela MERKEL, comme avec d'autres chefs d'Etat et de gouvernement, comme ici aujourd'hui avec Alexis TSIPRAS ou Matteo RENZI, et d'autres - pour que l'Europe puisse avoir la confiance des Européens, c'est qu'elle garantisse la sécurité, qu'elle protège ses frontières, qu'elle organise sa défense et qu'elle donne plus de prospérité, plus de croissance, et une plus grande espérance pour les jeunes dans la perspective qui est la leur : pouvoir circuler en Europe, de vivre en Europe et de pouvoir y avoir un emploi..

Journaliste : Y aura-t-il de nouvelles mesures de sécurité face à cette nouvelle forme d'attentat, possiblement des voitures piégées ?

LE PRESIDENT : Au moment du sommet de Bratislava, ce qui sera surtout en cause, c'est de lutter contre la radicalisation par Internet, et notamment d'éviter qu'il y ait des opérateurs qui puissent, au nom de la protection de la vie privée - que je peux comprendre, qui est nécessaire - nous empêcher d'avoir connaissance du chiffrage que les terroristes peuvent utiliser pour

enrôler et endoctriner, ou manipuler un certain nombre de jeunes, pour commettre des actes.